
Actes de la deuxième conférence internationale sur la Francophonie économique

L'ENTREPRENEURIAT ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES ET DES FEMMES EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Université Mohammed V de Rabat, 2-4 mars 2020

UN ENTREPRENARIAT FÉMININ RÉUSSI : REGARDS CROISÉS SUR LA SITUATION DE FEMMES FORTES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET EN HAÏTI

Ndèye Marie FALL

*Présidente, Conférence des organisations internationales non gouvernementales accréditées à la Francophonie (COING) et du Collectif pour la promotion du Patrimoine immatériel en Francophonie (CPPIF),
Canada/Sénégal*
ndeyfall@hotmail.com

Kerline JOSEPH

*Professeure associée à l'ISTEAH, Institut des sciences, des technologies et des études avancées d'Haïti et
membre du Collectif pour la promotion du Patrimoine immatériel en Francophonie (CPPIF), Canada/Haïti*
jkerline@hotmail.fr

RÉSUMÉ – Les femmes africaines mènent, dans le contexte du capitalisme à outrance, une lutte difficile souvent sans les outils nécessaires, pour leur autonomie économique. L'entrepreneuriat, une avenue qui peut certes être intéressante pour favoriser l'autonomisation de ces femmes, est toutefois susceptible de représenter aussi un vecteur d'inégalités. En fait, souvent peu formées, peu encadrées et disposant de ressources limitées, des femmes se retrouvent la plupart du temps cantonnées dans des secteurs informels, un entrepreneuriat de nécessité et de survivance, en apnée. Dans le cadre de cette présentation, par une analyse documentaire et des observations pragmatiques, en jetant un regard sur le passé, nous analyserons l'ancrage économique et politique des Nanas (Mamas) Benz en Afrique de l'Ouest et celles des Bayam-Sellams au Cameroun (Afrique centrale), en le juxtaposant brièvement à la situation des Madan Sara, des femmes de fer en Haïti. Les Nanas Benz demeurent pour plusieurs un modèle de réussite, mais surtout de leadership féminin, rejointes par les Bayam-Sellams du Cameroun. Nous tenterons de voir comment ces femmes pourraient devenir une source d'inspiration et un levier d'émulation pour passer de l'informel et s'ancre dans le formel.

Mots clés : Afrique de l'Ouest, Cameroun, Autonomisation, Entrepreneuriat, Femmes, Haïti

Les idées et opinions exprimées dans les textes sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OFE ou celles de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

INTRODUCTION

Depuis plusieurs décennies, l'autonomisation (empowerment) des femmes, surtout dans les pays non industrialisés, est un des concepts omniprésents dans les discours public et international lorsqu'il est question du rôle et de la condition des femmes, de lutte contre la pauvreté, voire de la démocratie sociétale. Malgré les diverses Conventions, Déclarations et mesures législatives existants pour promouvoir les droits des femmes, leur situation rime encore, la plupart du temps, avec une sévère précarité socio-économique dans de nombreux pays du monde, y incluent des pays francophones de l'Afrique. Il est bien connu que les femmes contribuent, de manière non négligeable, à une partie importante des économies nationales, mais cette contribution est invisible et illisible la plupart du temps quant aux statistiques économiques officielles. Elles doivent donc mener une lutte constante pour leur autonomie économique, car elles évoluent bien trop souvent dans des secteurs informels. L'entrepreneuriat devient ainsi une avenue intéressante mais qui peut devenir un miroir aux alouettes. En effet, peu formées, peu encadrées et disposant de ressources limitées, les femmes des pays concernés par cette contribution se retrouvent fréquemment cantonnées dans un entrepreneuriat de nécessité, de survivance. D'où le double effet de l'entrepreneuriat susceptible d'offrir aux femmes un emploi autonome et de les maintenir, en même temps, dans une activité professionnelle de subsistance, souvent fragilisante, une entreprise en apnée. En effet, divers obstacles d'ordre socioculturel, juridique et même structurel endiguent le plein potentiel entrepreneurial des femmes et leur épanouissement. Nous prendrons appui sur l'ancrage économique et politique des Nanas Benz en Afrique de l'Ouest et des Bayam-Sellam, vendeuses des marchés populaires de Yaoundé, tout en faisant un bref parallèle avec les Madan Sara, des femmes de fer en Haïti, première république noire. En effet, les Nanas Benz sont des exemples éloquents de succès commerciaux et politiques au féminin, malgré des difficultés socio-culturelles et économiques sévissant dans cette ère de discriminations sexospécifiques endémiques dans le monde, même s'il existe des fluctuations entre pays et même entre différentes régions d'un même pays. Les Nanas Benz peuvent être considérées comme les dignes légataires des Amazones du Roi Béhanzin au Bénin ou des Linguères du Sénégal d'alors. Ces dernières sont dépeintes comme ayant été des femmes fières, instruites dans leurs cultures et respectueuses de leur patrimoine immatériel. Elles étaient d'un courage redoutable dans les domaines militaires mais aussi d'affaires, des gestionnaires rigoureuses, des travailleuses acharnées et créatives, comme les Signares au Sénégal, bien plus tard, avec la commercialisation de la gomme arabique ou bien encore les femmes de pêcheurs d'aujourd'hui qui commercialisent et transforment les produits de la pêche des hommes. La situation des Bayam-Sellam du Cameroun, vendeuses dans les marchés de Yaoundé qui ont fini par contribuer à la création d'une coopérative-banque, s'apparente énormément à celle des Nanas Benz ou des femmes de pêcheurs en Afrique de l'Ouest. Toutes ces femmes, malgré certaines contraintes imposées par des visions exogènes de leur vécu, trouveront des avenues non institutionnelles pour continuer malgré tout à jouer leur rôle de pilier de continuité de leurs familles, de leurs communautés et de leurs patrimoines culturels pour le bien-être de leurs sociétés.

À cet égard, les Nanas Benz demeurent, dans l'imaginaire collectif, un modèle de réussite et de courage ainsi que de gardiennes de la cohésion sociale ; s'apparentant dès lors à ce que l'on appelle aujourd'hui le leadership féminin. Les livres de Sembène Ousmane, écrivain et cinéaste sénégalais, *Les Bouts de bois de Dieu* et *Xala* présentent une galerie d'une très grande variété de ces femmes africaines, sénégalaises, prises au piège entre deux systèmes de valeurs, exogène et endogène. Elles peinent à se retrouver dans les méandres des choix venus d'ailleurs pour, semble-t-il, les libérer, mais elles sont à l'étroit et cherchent des chemins de traverse qui les

mèneront parfois à se transformer afin de mieux ressembler aux modèles présentés comme succédanés de la réussite, d'où le décapement de la peau, les faux cheveux, faux cils, faux ongles, comme le souligne madame Aminata Dramane Traoré, écrivaine et ancienne ministre de la culture du Mali.

Dans ce contexte, comment les premières générations des Nanas Benz et autres exemples d'entrepreneures traditionnelles peuvent-elles devenir une source d'inspiration et d'émulation pour les femmes entrepreneures du 21^e siècle dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) et d'une gouvernance vertueuse? Dans cette présentation, nous chercherons à dresser un portrait non exhaustif de l'entrepreneuriat féminin, à relever des facteurs qui limitent le développement de l'entrepreneuriat des femmes dans ces pays francophones d'Afrique de l'Ouest et Centrale, tout en faisant un bref parallèle avec la situation des entrepreneures d'Haïti, un pays francophone dans les Amériques. Comment des modèles réussis d'entrepreneuriat au féminin peuvent-ils servir de levier pour permettre aux femmes de participer efficacement et durablement à leur autonomisation et par conséquent au développement harmonieux de leurs pays? Nous chercherons également à analyser dans quelle mesure les femmes entrepreneures peuvent dépasser le phénomène de la construction sociale, faire bouger les lignes, afin de transformer l'entrepreneuriat féminin en un moteur de croissance économique et d'inclusion socio-professionnelle. Les femmes entrepreneures pourront ainsi jouer pleinement leur rôle d'agentes de changement et d'actrices du développement, un gage pour un développement durable bénéfique pour toute société.

1-Défis extrinsèques et intrinsèques auxquels sont confrontées les femmes entrepreneures en Afrique de Ouest et Centrale et d'Haïti à l'ère contemporaine

De nombreux pays du Sud (en développement ou émergents) sont caractérisés par un taux élevé de chômage et une pauvreté chronique avec pour corollaire la dégradation de la qualité de vie des populations. En Afrique subsaharienne, par exemple, en 25 ans, le taux d'extrême pauvreté est passé de 54 à 41%, soit de 278 millions en 1990 à 413 millions en 2015, comparativement de 36% à 10% dans le monde (AFP, 2019). Un des éléments inhérents, et qui peut être pris positivement ou négativement selon la posture et la vision que l'on adopte, est l'augmentation rapide de la population.

De ce fait, la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international considèrent l'intégration des femmes dans le secteur économique comme un atout indéniable pour toutes les sociétés, compte tenu de son facteur de création d'emplois, d'amélioration du niveau de vie de la population en général, de dynamisation de la croissance et de contribution de maintien de la paix et de la prospérité d'un pays (AFP, 2019).

Selon le *World Population Prospects* de 2015, un rapport du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, le continent africain comptabilise plus de 161 millions de femmes âgées entre 18 et 34 ans (Atanga, 2017). Or, la précarité financière, voire la pénurie d'emplois, mène un grand nombre à se tourner vers le secteur entrepreneurial informel ou pire à traverser illégalement les océans pour un lendemain meilleur et à y laisser leur vie.

Le contexte entrepreneurial des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre est généralement caractérisé par une forte informalité difficile à encadrer par les autorités régulatrices. Le cas d'Haïti fait l'écho de cette réalité (Paul, 2016). Pour une brève mise en contexte, Haïti, longtemps considéré comme la perle des Antilles, est actuellement l'unique pays du continent

américain à faire partie du groupe des pays les moins avancés. En 2019, il est classé par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 169^e position sur 189 États en ce qui concerne l'Indice du développement humain. Par-dessus tout cela, le pays est depuis des décennies aux prises avec plusieurs difficultés: une pauvreté profonde galopante et au gré des catastrophes naturelles, une instabilité politique, des violences multiformes, de multiples catastrophes sanitaires induites des catastrophes naturelles, dont le tremblement de terre dévastateur de 2010, la faiblesse de ses divers systèmes de fonctionnement: le système éducatif dans son ensemble ainsi que la cohésion sociale.

Quant au Sénégal, le classement PNUD-2019 révèle que le pays est toujours dans la catégorie des pays à faible Indice de développement humain. Il occupe le 166^e rang mondial et 33^e rang africain derrière Madagascar ou la Mauritanie. Comparé à sa place dans l'édition 2018 du même Rapport, le Sénégal était classé 164^e dans le monde et 31^e en Afrique. Toujours selon le classement PNUD-2019, en détenant le 150^e rang au niveau mondial et 21^e au niveau de l'Afrique, le Cameroun se place devant les pays que nous venons de citer y inclus le Bénin qui occupe le 163^e rang mondial et 30^e en Afrique.

En 2018, la Banque mondiale déclarait, par la bouche de sa directrice de la stratégie et des opérations, « les femmes entrepreneures : avenir du continent africain » (Gaye, 2018). L'Afrique est la seule région du monde où plus de femmes que d'hommes choisissent la voie de l'entrepreneuriat. Même s'il est vrai que des entrepreneurs, tous sexes confondus, dans les pays africains ou en Haïti, font face à une kyrielle de défis tels que le manque de capital, certains obstacles semblent davantage toucher les femmes. Plusieurs contraintes légales ou culturelles, des discriminations sexospécifiques endémiques tendent à s'ajouter aux difficultés des femmes entrepreneures et à plomber le développement des entreprises qu'elles dirigent. Il convient de noter qu'en Afrique, les entreprises dirigées par des femmes engrangent des bénéfices mensuels moyens inférieurs à 38% comparés aux entreprises gérées par des hommes (Gaye, 2018). Comment expliquer cette sous performance, alors que la plupart du temps, il ressort que les femmes entrepreneures sont très sérieuses et regardantes sur leurs résultats ?

L'analyse des données recueillies dans des sources de la Banque mondiale dans dix pays d'Afrique montre que les entreprises gérées par des hommes bénéficient en moyenne de six fois plus de capital que celles appartenant à des femmes (Gaye, 2018). Par ailleurs, les facteurs politiques (lois, politiques et programmes) jouent un rôle clé en ce qui concerne la tendance et le potentiel des individus quant au choix d'activités entrepreneuriales et à l'accès aux moyens et services favorables au lancement dans les affaires (Louis, 2015).

Nous prendrons en compte ici certains facteurs, sans prétendre en faire une analyse exhaustive.

A- Construction sociale des mentalités, un facteur influençant le choix des secteurs d'activités des femmes entrepreneures

Dans plusieurs sociétés, il persiste une vision dichotomique du rôle des hommes et des femmes, soit celle de l'homme dit chef de famille et pourvoyeur et celle de la femme procréatrice, responsable de la cohésion familiale et sociale en plus des tâches ménagères. Des représentations et pratiques qui malheureusement freinent dangereusement le développement de l'entrepreneuriat féminin. Par exemple, certains corps de métiers, certaines professions, certains milieux de travail, ainsi que certains attributs dont la capacité managériale, sont considérés, même aujourd'hui et par beaucoup, comme étant inappropriés et impropres aux femmes. De ce fait, conditionnées par un formatage des compétences acquises pour répondre

aux déterminants sociaux, les femmes tendent à intégrer des branches d'activités considérées comme plus pertinentes dans des secteurs traditionnellement féminins et qui constituent le prolongement desdites compétences. Par conséquent, le monde du travail, les marchés et les filières formels entérinent les discriminations genrées existantes, donc le sexisme systémique. Trop souvent, il est fait référence à la résilience des femmes noires, qu'elles soient d'Haïti ou de pays africains. Cependant, dans le contexte d'une économie de capitalisme à outrance, la résilience est un couteau à double tranchant. En effet, le vocable « résilience » définit l'aptitude pour un individu à survivre aux épreuves majeures, à rebondir ou à subir des chocs sans être détruit. Mais pour être positive, la résilience ne doit pas s'apparenter à un vaccin miracle qui donne lieu à un cautionnement inconditionnel des comportements discriminatoires et sexistes ou racistes (Joseph et Roussel, 2012).

Outre cette propension à la résilience, des femmes tendent, la plupart du temps, à se sous-estimer et à se laisser, entre autres, submerger par la peur du succès et un sentiment d'imposture par autocensure. La peur du succès se définit comme étant « l'attitude qui consiste à se limiter à des réalisations qui ne font pas appel à toutes les qualités intellectuelles ou physiques. Cette peur provoque l'inhibition chez ces personnes, l'autocensure et les amène à adopter des comportements d'évitement de la réussite ». Quant au sentiment d'imposture, il fait référence à « l'endossement d'un sentiment de malhonnêteté intellectuelle. Ces personnes ont souvent le sentiment d'agir sous des apparences ou de jouer des rôles éloignés de ce qu'ils sont vraiment » (Collet, 2012).

Certes, la construction sociale est intéressante pour essayer de comprendre certains comportements des femmes, principalement des entrepreneures. Peter Berger et Thomas Luckmann ont cherché à mettre en lumière comment « les frontières et les règles des sociétés, invisibles mais puissantes, sont créées, transformées, institutionnalisées et transmises aux générations futures » (Berger et Luckman, 1966). Il n'est pas toujours possible, ni facile de détricoter cette toile tissée de longue date. Toute l'activité humaine est déterminée par notre formatage originel et sujet aux habitudes apprises et intériorisées. Toute action fréquemment répétée est encadrée, enchâssée dans un modèle, lequel peut être reproduit avec une économie d'effort (Glaserfeld, 1988). L'institutionnalisation n'est cependant point un processus irréversible, nonobstant la tendance des institutions à perdurer une fois formées. Ce qui est construit peut être déconstruit. Il est essentiel à priori de confronter la réalité imposée et de procéder à la déconstruction des discours dominants voire dichotomiques (Femme-intérieur/Homme-extérieur). En attendant de trouver des mesures idoines, des femmes entrepreneures demeurent aux prises avec des contradictions des différents systèmes d'exploitation existants et souvent en concurrence, ainsi que des contraintes dont l'accès limité au capital financier et au capital social, principalement réservés aux hommes et aux nantis.

B- Accès limité au capital financier et capital social

Comme nous l'avons vu plus haut, des données colligées dans une dizaine de pays africains indiquent qu'en moyenne les entreprises appartenant à des hommes bénéficient de six fois plus de capital que celles des femmes. Or, un accès limité aux actifs affecte la capacité à obtenir des prêts moyens ou d'envergure et également la croissance des entreprises concernées. La condition des femmes entrepreneures risque très souvent de stagner, puisqu'elles tendent à priori à s'engager, par défaut et par précarité financière, dans des activités entrepreneuriales informelles. Le manque de moyens financiers au préalable les rend plus vulnérables, car les obligent à relever des défis substantiels lorsqu'elles ont des contraintes relativement à l'accès au financement, à la constitution du capital de démarrage et de développement. En outre, des

difficultés rencontrées pour l'obtention de fonds et d'autres enjeux peuvent contribuer à leur accès limité au capital financier, tels que les attentes démesurées des acteurs et/ou organismes prêteurs, des demandes de garanties très lourdes exigées par les institutions bancaires, même dans le cadre de prêts minimes et le peu de connaissance des femmes du système financier (produits/conditions de prêts, etc.). Les femmes entrepreneures de l'Afrique subsaharienne et d'Haïti peinent ainsi à bénéficier des opportunités financières existantes. D'où l'intérêt de développer, voire de maximiser parallèlement leur capital social.

La notion de « capital social » fait principalement référence aux ressources réelles ou potentielles touchant à un réseau durable de relations. Les femmes entrepreneures haïtiennes et de l'Afrique concernées par cette conférence ont ainsi intérêt à renforcer et étendre leurs réseaux informels et institutionnels. Les réseaux constituent des moyens intéressants, importants et incontournables en vue d'une mutualisation des ressources pour accéder plus spécialement à l'information et démystifier certaines procédures entrepreneuriales. Or, des contraintes familiales, culturelles, spatiales et la gestion du temps, notamment, sont susceptibles d'empêcher les femmes entrepreneures de bénéficier de ce moyen vital pour leur développement (Louis, 2015).

De plus, le mentorat, le réseautage, le co-développement sont loin de faire parties intégrantes des stratégies de développement des capacités et des entreprises féminines. Ce manque d'exposition à des modèles de femmes entrepreneures qui réussissent est un des facteurs cantonnant maintes entrepreneures dans un entrepreneuriat de subsistance, compte tenu des difficultés à maximiser leur potentiel socio-économique, à expliciter les méandres de la finance et à démystifier ce que l'on prône comme atouts de l'entrepreneuriat. Tenant compte du fait que bon nombre de femmes ont opté pour l'entrepreneuriat à défaut de trouver d'autres issues, il apparaît très souvent qu'elles n'ont pas réellement intégré et considéré dans leurs démarches, au moment de choisir, l'esprit d'entreprise et la prise de risques.

Aussi, les succès et les apports socio-économiques des femmes entrepreneures ne sont pas suffisamment valorisés et connus par d'autres femmes entrepreneures, ce qui constitue une entrave, une tare persistante. La présence de mentors dans la vie de bien des femmes peut contribuer, de manière indéniable, à leur émulation. Dans le cadre de certaines situations aujourd'hui, en ne mettant pas en lumière, en n'activant pas assez les réseaux professionnels ou d'affaires disponibles susceptibles de répondre à certains de leurs besoins, les femmes entrepreneures peinent à contrôler l'évolution de leurs entreprises et à identifier les mécanismes, jeux et enjeux des marchés financiers.

2- Femmes entrepreneures : des exemples de succès du schéma non formel

A- Les Nanas Benz de l'Afrique de l'Ouest

Dans les années 1940-1950, des femmes de l'Afrique de l'Ouest se sont imposées dans le domaine du textile. Le terme « Nana », signifiant Rivière, mère ou grand-mère dans la langue *mina* (ou *guin*), est entre autres utilisé pour désigner les opulentes revendeuses de tissu dans des villes de la côte du Golfe de Benin et perçues comme des commerçantes prospères. Pionnières dans leur domaine et n'ayant aucun complexe relativement à leur réussite financière et sociale, dont les signes extérieurs de cette réussite : voitures luxueuses (d'où est dérivé d'ailleurs le nom dont elles sont affublées), villas imposantes et somptueuses et en s'impliquant aussi dans les affaires politiques, les Nanas Benz ont bénéficié des mêmes critères de réussite que les hommes. De plus, l'endossement, dans une large mesure, de la charge financière du

foyer et de l'éducation des enfants laissent supposer, dans l'imaginaire collectif, qu'elles assument également l'autorité réelle au sein de la famille. Donc, un glissement non accompagné par des lois s'est opéré dans la distribution des rôles entre hommes et femmes, contrairement à l'analyse et à la vision de Catherine Coquery-Vidrovitch, au sujet des amazones du Dahomey et qui soutient : qu'« elles rejettent ainsi la condition traditionnelle de leur sexe » (Coquery-Vidrovitch, 1994). En effet, la condition traditionnelle africaine de leur sexe était d'être au centre et non à la périphérie comme l'a voulu la tradition occidentale colonisatrice.

À partir des années 1990, les Nanas Benz connaissent certaines difficultés, étant ébranlées par des changements sociétaux et la globalisation, avec pour résultat une diminution drastique de leur patrimoine, donc de leurs revenus. En 2004, on pouvait lire dans les colonnes de l'Agence France-Press (AFP) : « les Nanas Benz togolaises, qui contrôlaient ces dernières années d'une main de fer le lucratif commerce des pagnes sur une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, sont en voie de disparition, victimes de la concurrence et des imitations » (Toulabor, 2012). Cette concurrence aujourd'hui est principalement représentée par la production chinoise qui copie tous les modèles africains, bien entendu non labellisés, et inonde les marchés africains à des prix défiant toute concurrence.

Cependant, malgré ces mutations, la deuxième voire la troisième génération de Nana Benz tient bon et semblent maintenir leur rang social, malgré leur présence et leur importance de plus en plus diluées dans la sphère politique, a contrario des Nana Benz d'antan. S'adaptant à leur nouvelle réalité, à la globalisation, en modernisant et en diversifiant leur offre, ces nouvelles générations de Nana Benz mettent en place des éléments essentiels dans l'optique d'assurer leur pérennité.

En général, l'expérience glorieuse des Nanas Benz peut servir de source d'inspiration et de levier d'émulation pour les femmes entrepreneures d'aujourd'hui. Les Nanas Benz, les pionnières des années 1940-1950, ont réussi dans une certaine mesure à s'extirper des situations vulnérables et discriminatoires sexospécifiques d'une certaine époque pour continuer à avoir le respect, voire l'admiration de leur société. Visionnaires, elles ont priorisé l'éducation supérieure de leurs filles et valorisé leur savoir-faire millénaire, leurs expertises, ce qui a eu pour corollaire la pérennisation de l'activité et le maintien du capital (financier, physique et social) au sein du cercle familial. En effet, « l'instruction scolaire, et surtout au niveau supérieur, introduit une rupture épistémologique importante dans la structure du capital social qui les distingue de leurs mères. » (Toulabor, 2012). Donc la relève devrait ainsi être assurée et même dans un contexte formel.

B- African Development Credit (ADEC) : une banque de femmes, pour les femmes et les jeunes au Cameroun

L'ADEC est une coopérative financière initiée par des femmes au Cameroun et en conformité aux dispositions de l'acte uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires en Afrique (OHADA). C'est une sorte d'hyper coopérative à capital variable. Le capital étant détenu par les coopératrices.

Sachant qu'en Afrique, les femmes ont toujours joué un rôle important dans la société et plus précisément dans la famille, pour subvenir à leurs besoins et ceux de leurs familles, les femmes s'organisent comme elles peuvent. Dans l'exemple qui nous concerne, elles se sont organisées dans le but de conjuguer leurs efforts pour le bien-être de toutes. Sur la base de la confiance, des groupes de femmes d'horizons et de niveaux divers se sont constitués en associations afin

de s'entraider dans le cadre d'une vraie relation sociale agissante. C'est ainsi que sont nées les associations EMERGENCE et PROUESSES au Cameroun. Ces deux associations, composées de femmes issues de différentes couches sociales : commerçantes, femmes d'affaires, femmes rurales, femmes Bayam-Sellam : revendeuses, détaillantes des marchés populaires de Yaoundé ou Douala au Cameroun, ont pratiqué des tontines rotatives pendant plusieurs années. Ces tontines ont permis à chaque membre de mettre sur pied des petits projets individuels pour le bien-être de la famille.

Voyant le succès de la pratique de ces tontines rotatives et pour faire partager leurs expériences des microcrédits et des nano-crédits à un plus grand nombre de femmes, la présidente de ces associations, Mme Honorine NEUNGOUE, a proposé aux différents membres de développer une épargne plus considérable pour la création d'une coopérative financière. Les membres ont accepté et pendant presque une décennie, elles ont mobilisé près d'un million de dollars américains pour la mise en œuvre de leur projet de coopérative financière qui voit finalement le jour en juillet 2012.

Ainsi, après presque deux décennies de balbutiement dans le domaine de la micro finance au Cameroun, ces femmes regroupées au sein de ces deux associations (Emergence et Prouesses), rejointes par d'autres, sur la base d'un projet d'envergure dont le socle est l'autonomisation des femmes et des jeunes, ont voulu donner une nouvelle impulsion à leur ambition dans le cadre d'une gestion rigoureuse, ainsi que d'orienter leur stratégie de développement vers des missions et des objectifs plus ambitieux. Les objectifs priorisés sont entre autres : l'accroissement des dépôts, le développement de la monétique, le renforcement des actions et optimisation des recouvrements, la rentabilisation de l'exploitation, le développement de nouveaux produits en microcrédits et nano-crédits et le développement de l'épargne et particulièrement celle de la diaspora. Il s'agit ainsi d'objectifs quantitatifs et qualitatifs qui doivent s'intégrer dans une stratégie globale de développement. Il s'avère ainsi important pour African Development Credit (ADEC) d'organiser son développement selon une démarche marketing réellement efficace pour atteindre les objectifs ci-dessus évoqués.

D'autre part, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté des femmes et des jeunes dans le pays, les promotrices de l'ADEC entendent à présent promouvoir la culture de l'épargne parmi les membres coopératrices et leurs proches, offrir aux membres coopératrices des services financiers de proximité, développer la monétique qui va consister à démonétiser la plupart des opérations, ce qui va induire une certaine sécurité à ces opérations et le développement de produits en microcrédits et nano-crédits spécifiques.

En 2012, le marché des établissements de micro finance (EMF) était constitué par une population d'environ 1,5 millions de clients et était estimé à une population de 2,5 millions en 2015. Les activités de l'ADEC démarrées à Yaoundé et sa périphérie vont se poursuivre à Douala, sa périphérie et dans certaines zones rurales du pays. La clientèle visée comprend plus spécialement les Bayam-Sellam (femmes et jeunes), les petites commerçantes et les jeunes commerçants, les micro-opératrices, les femmes rurales et jeunes ruraux (agriculture, élevage, biogaz, etc.), de même que la population féminine, en général ainsi que les jeunes et les démunis.

Cette cible représente environ 51% de la population et sa contribution au produit intérieur brut (PIB) du pays est importante. La concurrence est très âpre dans le secteur de micro finance d'une part et d'autre part entre les EMF et les banques, car la plupart du temps ils se partagent les mêmes cibles. Loin de constituer une menace, la concurrence peut être un atout pour

l'ADEC, car avec une bonne stratégie de pénétration commerciale, un accueil de qualité et des produits financiers spécifiques, il peut se démarquer des concurrents et trouver sa voie vers une pérennité assurée et capter d'ici cinq ans au moins 10 % du marché actuel des EMF avec son approche Genre.

C- Bref parallèle avec les Madan Sara d'Haïti

À présent, nous allons faire une juxtaposition du vécu des deux catégories de femmes entrepreneures considérées comme des piliers et de puissantes femmes d'affaires dans leurs sociétés respectives, soit les Nanas Benz de l'Afrique de l'Ouest et les Madan Sara d'Haïti. Le vocable Madan Sara se réfère à un oiseau migratoire qui est en constante quête d'aliments qu'il finit toujours par trouver, et ce, peu importe l'endroit (Murray et Álvarez, 1975). Les Madan Sara, commercialisant la production agricole, ont été longtemps représentées dans l'imaginaire collectif comme les piliers de l'économie haïtienne. En fait, les commerçantes haïtiennes prospères qui s'approvisionnent à l'étranger pour revendre sur les marchés haïtiens sont toutefois une figure ancienne. Elles sont aujourd'hui, pour la plupart, des femmes des régions rurales qui assurent principalement le lien essentiel du marché entre les producteurs ruraux et les consommateurs urbains.

Quoiqu'elles soient toujours incontournables dans leurs fonctions fondamentales, la structure de l'économie et les changements sociétaux les ont reléguées à des rôles beaucoup moins influents au cours des trente dernières années. «La précarité de l'emploi est l'un des éléments qui a contribué à une féminisation de la pauvreté en Haïti, puisque les femmes reçoivent des salaires inférieurs à ceux des hommes, travaillent plus dans le secteur informel, sans droit à la sécurité sociale (55,9%) et sont moins représentées dans les emplois formels (30%) » (UNFPA-Haïti, 2017). De ce fait, le discours actuel sur la place des femmes dans une perspective économique "est plus romantique que pragmatique" (Mauconduit et al, 2013).

Il est vrai que les femmes, en Haïti, incluant les Madam Sarah sont encore considérées comme le pilier familial (Poto mitan en créole). Toutefois, il existe un manque de reconnaissance de leur contribution. D'ailleurs, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes de 2019, les Nations unies en Haïti ont invité le gouvernement haïtien et d'autres intervenants à assurer la promotion de l'égalité de genre, la participation des femmes dans la vie publique et à réfléchir sur le rôle des femmes comme acteurs importants du développement durable (Espace Femmes, 2019).

CONCLUSION

L'inégalité ambiante entre les sexes limite le plein potentiel de développement des pays. Afin d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD), dans de très nombreuses sociétés de l'Afrique francophone, comme dans plusieurs pays du monde, les femmes doivent occuper la place qui est la leur en gagnant en force et en légitimité, notamment dans les espaces publics, dans l'arène économique et politique, dans les institutions de pouvoir, tout en s'assurant d'être parties prenantes aux débats touchant aux intérêts sexospécifiques. Une analyse de l'actualité dans le monde permet de se rendre compte que malgré les gains importants accomplis depuis la Conférence de Beijing en 1994, une certaine régression peut être aussi observée, ce qui prouve plus que jamais que les droits des femmes ne sont toujours pas acquis. Cependant, une force économique stratégique au féminin peut ébranler et transformer les mentalités et ainsi contribuer à l'éradication des normes institutionnelles discriminatoires actuellement en vigueur et les rendre obsolètes. Tous peuvent contribuer à ces changements sociétaux nécessaires.

Par exemple, des experts africains ou membres de la diaspora, ressources indéniables pour les pays d'origine, pourraient contribuer au développement, à la formation de haut niveau et à l'autonomisation des femmes entrepreneures. En effet, pour favoriser des conditions gagnantes pour les entrepreneures, il est important de bien les outiller, les encadrer et les accompagner. Cet accompagnement peut s'effectuer par la formation, la sensibilisation, une réflexion soutenue sur les meilleures pratiques dans le domaine de l'entrepreneuriat.

Si l'on accepte que c'est en Afrique qu'il y a le plus grand nombre de femmes qui créent des entreprises, il nous faudrait en même temps reconnaître que ce n'est pas un hasard qu'il y ait des Nanas Benz, Bayam-Sellam, femmes de pêcheurs au Sénégal, etc. En effet, l'on peut considérer que ce sont les caractéristiques d'indépendance, d'autorité, de courage, d'autonomie et de confiance en soi, héritées des amazones ou des linguères qui ont fonctionné et qui ont fait de ces femmes des agentes de changement et des actrices de développement.

Bibliographie

Agence France-Presse (AFP). 2019. «L'entrepreneuriat des femmes africaines : une priorité pour la Banque mondiale», *Le Journal de Montréal*, <https://www.journaldemontreal.com/lentrepreneuriat-des-femmes-africaines-une-priorite-pour-la-banque-mondiale>

Atanga, I. 2017. «Les femmes à l'assaut de l'entrepreneuriat». *Afrique Renouveau*, <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/%C3%A9dition-sp%C3%A9ciale-sur-la-jeunesse-2017/les-femmes-%C3%A0-l%E2%80%99assaut-de-l%E2%80%99entrepreneuriat>

Berger, P. et Luckmann, T. 1966. *La construction sociale de la réalité, un traité de sociologie de la connaissance*, rééd. Armand Colin (1997). *Références*.

Coquery-Vidrovitch, C. 1994. *Les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique noire du XIXe au XXe siècle*, Paris, Desjonquères.

Gaye, D. 2018. «Les femmes entrepreneures : avenir du continent africain», *Tribune*, Banque Mondiale, <https://www.banquemondiale.org/fr/news/opinion/2018/11/29/women-entrepreneurs-the-future-of-africa>

Glaserfeld, E.V.1988. «Introduction à un constructivisme radical», dans *Inventions de la Réalité-Comment croyons-nous ce que nous croyons savoir?*, sous la direction de Paul Watzlawick, Éditions du Seuil : 19-43

Joseph, K et Pierre, M. 2018. « Femmes en gouvernance, un processus sine qua non de développement socio-économique », dans *Économie sociale et solidaire et développement territorial : Théories, enjeux et pratiques et éclairage pour Haïti*, sous la direction de Jean-Claude Roc et Bénédicte Paul, Presses internationales GRAHN-Monde : 47-63

Joseph, K et Roussel, M. automne 2013. «La sécurité des femmes haïtiennes, une préoccupation à intégrer dans les pratiques du pays, Haïti Perspectives», 2(3): 21-24.

Louis, E. 2015. «Diagnostic de l'entrepreneuriat féminin en Haïti, Stratégies EFH du PANSEH,», Rapport d'analyses, *Développement international Desjardins*, <http://did->

panseh.com/wp-content/uploads/2016/04/Rapport-final-Diagnostic-et-strat%C3%A9gie-EFH-PANSEH-290915.pdf.

Mauconduit, N. et al. 2013. «Women and economic development: women entrepreneurship situation in Haiti», *Haïti-Perspectives*, 2 (3), 61-67, <http://www.haiti-perspectives.com/pdf/2.3-women.pdf>

Murray G.F. et Alvarez. M.D., 1975. «Haitian Bean Circuits: Cropping and Trading Maneuvers among a Cash-Oriented Peasantry», dans *Working Papers in Haitian Society and Culture*. Sydney Mintz, New Haven. http://www.clas.ufl.edu/users/murray/research/haiti/Haitian_bean_circuits.pdf

Paul, B. 2016. «Quel entrepreneuriat pour quel développement en Haïti ?», *Études Caribéennes*, 35 : <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/10341>.

Sembene, O.1960. *Les Bouts de bois de Dieu*, Pocket.

Sembene, O.1974. *Xala*. Présence Africaine

Toulabor, C. 2012. « Les Nana Benz de Lomé. Mutations d'une bourgeoisie compradore, entre heur et décadence », *Afrique contemporaine*, 4(244), 69-80. <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2012-4-page-69.htm>

UNFPA-Haïti, 2017. «Faits et chiffres clés sur la situation des femmes en Haïti», *UNFPA*, <https://haiti.unfpa.org/fr/news/faits-et-chiffres-cl%C3%A9s-sur-la-situation-des-femmes-en-ha%C3%A9ti-novembre-2017>).